

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - 30 MARS 2016

Publication des programmes de latin et de grec ancien au Bulletin Officiel du 17 mars 2016 : l'incroyable surdité de la DGESCO et du Conseil Supérieur des Programmes.

Lors d'une récente audience à la DGESCO sur les nouveaux programmes de l'enseignement de complément « Langues et cultures de l'Antiquité »¹, la CNARELA a demandé expressément, à plusieurs reprises, que tous les collègues de lettres classiques puissent être consultés et donner leur avis sur le sujet.

Or, cette consultation n'a pas eu lieu : le ministère a agi une fois de plus avec un mépris total des professeurs de lettres classiques. Pour mémoire, les programmes des autres disciplines présentés par le Conseil Supérieur des Programmes avaient fait l'objet d'une consultation de tous les collègues à la fin de l'année scolaire 2015.

La réforme proposée, déjà rejetée par la plupart des enseignants parce qu'elle ne peut répondre aux difficultés rencontrées par les élèves, amplifie les inégalités et favorise l'enseignement privé trop content d'une telle aubaine. Elle est en outre mise en œuvre en dépit de tout bon sens : le CSP a rendu avec deux mois de retard les projets de programmes de latin et de grec à la ministre qui, dans sa lettre de saisine, les avait demandés pour le 15 octobre 2015 : ils n'ont été communiqués au ministère que le 17 décembre. Le CSE qui les a votés s'est réuni un mois après, le 20 janvier 2016.

La CNARELA a déjà dénoncé avec d'autres associations les aberrations dans l'apprentissage de la grammaire, et des pratiques pédagogiques tout droit sorties du royaume d'Ubu : « doublage en latin d'un extrait de film » !

La plupart de nos remarques sont restées lettre morte. Ce mépris du ministère en général et celui de la ministre et de la directrice générale de la DGESCO en particulier pour les langues anciennes qui payent un lourd tribut dans la réforme (50% de l'horaire perdu en 5^e, 30% en 4^e et 3^e), ces mesures qui laissent des élèves sur le bord du chemin alors que les annonces clament du « latin pour tous », exaspèrent au plus haut point des enseignants que leur formation et les concours qu'ils ont passés conduisent théoriquement à enseigner le français, le latin et le grec.

On constate que le travail bâclé sur les programmes n'est que l'aboutissement de la casse organisée des enseignements de latin et de grec. Rien ne justifiait cela puisque l'apprentissage de ces langues était d'un grand profit pour les élèves les moins favorisés. Le collège 2016 ne pourra qu'aggraver leur situation : au lieu de donner des horaires clairement fléchés pour ces disciplines et leur permettre une existence réelle, les textes ne leur garantissent rien, dans la mesure où les horaires sont pris sur une marge de fonctionnement qui risque de disparaître après les prochaines élections présidentielles. Or, les élèves, eux, seront toujours là.

La CNARELA lance donc un appel solennel à la ministre pour engager des discussions sur l'avenir du latin et du grec au collège et **demande un moratoire sur cette réforme**. Elle espère qu'une réforme mieux pensée, acceptée par une grande majorité des personnels qui s'investissent sur le terrain, pourra voir le jour prochainement.

contact presse : 06 14 17 95 02.

¹ http://www.education.gouv.fr/pid285/bulletin_officiel.html?cid_bo=99531